l'Opinion
N° 2839 DATÉ DU 2 SEPTEMBRE 2024
3 €
Quotidien libéral // politique, économie, international

L'armée russe craint pour ses secrets après la garde à vue du fondateur de Telegram
Page 7
THE WALL STREET JOURNAL.

Décantation : premier bilan avant liquidation

Puisque – paraît-il... – la nomination du Premier ministre est imminente, le temps est venu d'un bilan de la décantation, déclarée « nécessaire » par l'Elysée après une dissolution à l'issue tout sauf claire. Nécessaire, mais pas suffisante : c'est parce que, comme sœur Anne, le Président ne voyait rien venir qu'il a prolongé au-delà du raisonnable la période de vacance de l'exécutif. Or cinquante-six jours après le second tour des législatives anticipées, la clarification se fait toujours attendre.

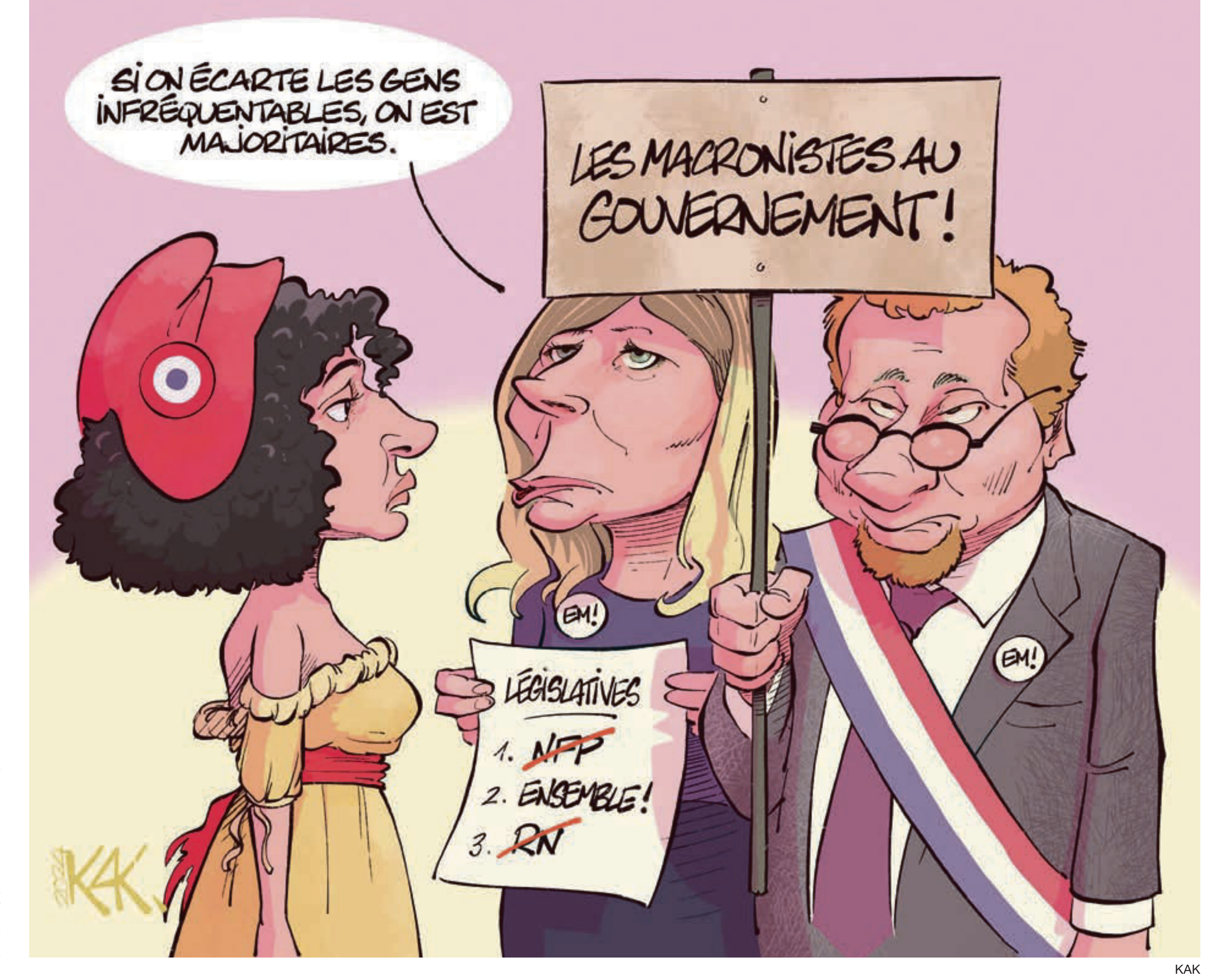
Faute de recomposition spontanée, le chef de l'Etat a dû organiser lui-même les termes de l'équation – au risque de la surexposition. Ainsi, le Nouveau Front populaire ne se fracturant pas, les premières consultations visaient à lever l'hypothèque Lucie Castets à Matignon. Ainsi, la Droite républicaine campant sur son refus de participer à une coalition, les secondes aspiraient à mettre Laurent Wauquiez face à ses responsabilités : le futur gouvernement ne pourrait être que de centre gauche, faute d'ouverture au centre droit. La rencontre entre Emmanuel Macron et le social-démocrate Bernard Cazeneuve, ce lundi matin, acte ce constat. A moins qu'elle soit une ultime tentative de faire pression sur les plus constructifs de la droite et du PS...

Car, ajoutée à l'imbroglio politique, la pensée complexe du Président s'avère plus impénétrable que jamais. Non sans impact sur l'opinion publique, hantée par le déclassement. Dans un contexte de défiance jamais vu pour le personnel politique, jugé sans qualité et incapable de réformer, plus de deux Français sur trois estiment que la dissolution a des conséquences négatives pour le pays. Trois sur quatre réclament un retrait du chef de l'Etat (dans un rôle d'arbitre neutre) et assurent déjà ne pas faire confiance à la nouvelle Assemblée nationale. Cette décantation a un goût de liquidation générale.

Rémi Godeau
@remigodeau

Après avoir reconnu sa défaite, le camp présidentiel a intégré que le futur Premier ministre aura besoin de son soutien. Il estime avoir toute sa place dans l'exécutif à venir

Gouvernement
La macronie veut sa part du gâteau



KAK

Appétit

Au dimanche 1er septembre, le gouvernement démissionnaire était en place depuis 47 jours. Si le nom de Bernard Cazeneuve a été mentionné avec insistance la semaine passée pour s'installer à Matignon, Emmanuel Macron entretient toujours le mystère sur son choix. Dans le cadre des consultations menées par l'Elysée, **les deux hommes se rencontreront lundi matin.** Le chef de l'Etat recevra également Xavier Bertrand, Nicolas Sarkozy et François Hollande.

Dinah Cohen

Les macronistes sont comme tout le monde. Ils prennent parfois de bonnes résolutions qui ne résistent pas à l'épreuve du temps. Au début de l'été, ils en ont pris une avec assurance. Faire preuve d'humilité, soit apprendre un concept étranger à une formation politique qui n'a connu que la victoire. Dans les couloirs de l'Assemblée nationale, on s'estimait déjà heureux d'être de retour. « Il faut que Macron ait mal. Il faut que nous aussi, on ait mal », soutenait à l'époque un cadre Renaissance.

Et puis, près de deux mois ont passé, théorisés par le Président comme une période de « décantation ». Deux mois, c'est beaucoup. Ça laisse le temps de réfléchir, et d'oublier. Les macronistes ont levé la tête. Ils ont regardé autour d'eux et se sont rendu compte que les « survivants » étaient plus nombreux que prévu. Alors ils ont changé d'avis. Pourquoi, finalement, n'auraient-ils pas, eux aussi, une part du gâteau ?

« Coalibitation ». S'ils ont la mémoire courte, les élus du camp présidentiel n'ont pas de problèmes de calcul. En une trêve estivale, ils ont eu tout le loisir de compter jusqu'à 289 – seuil de la majorité absolue. Une fois le scénario Lucie Castets à Matignon écarté, ils ont compris que toute autre personnalité aurait au mieux le soutien d'une partie des socialistes, mais devrait se passer du reste du Nouveau Front populaire. Le bloc central deviendrait alors incontournable. « On n'est pas majoritaire, mais personne ne peut vraiment faire sans nous », résume une ministre démissionnaire.

Le Premier ministre n'est pas encore nommé qu'il a déjà des macronistes accrochés à la jambe. Avec une liste d'exigences longue comme le bras. L'Elysée a même mis au point un concept : la « coalibitation », mélange de cohabitation et coalition, devenu en quelques heures le nouveau mot tendance de la macronie.

Demandez à un conseiller ministériel si son patron se verrait bien garder sa fonction, il vous répondra très sérieusement que « tout le monde veut rester ». « Je ne nous vois pas faire un soutien sans participation. Sinon, on est dans l'opposition », défend la ministre citée plus haut. A l'Education nationale, Nicole Belloubet a carrément fait acte de candidature lors de sa conférence de presse de rentrée : « On

●●● Page 2

A Flixecourt, Ruffin met en garde contre « la lame de fond RN »

Le discours contre l'assistanat grignote son électorat au profit du parti de Marine Le Pen Page 3

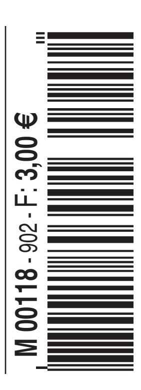
Victoire historique de l'extrême droite dans l'est de l'Allemagne

L'AfD a obtenu 31,2% des voix aux régionales en Thuringe, selon les premières estimations Page 6

Le déficit alarmant des collectivités locales


SIPA PRESS

Au rythme où leurs dépenses augmentent cette année – elles ont bondi de 8,7% entre juillet 2023 et juillet 2024 –, le ministère des Finances table sur un trou de 10 milliards d'euros en 2024, contre 5,5 milliards l'année dernière. En 2022, l'excédent s'élevait à trois milliards d'euros.
Page 4



Gouvernement : la macronie veut sa part du gâteau

●●● *Suite de la page 1*
n'est jamais candidat à un poste ministériel. Mais si vous me demandez si j'ai envie de continuer, la réponse est oui. »

De Guillaume Kasbarian au Logement à Hervé Berville à la Mer, en passant par Rachida Dati à la Culture ou Sébastien Lecornu aux Armées, personne ne dirait non à un petit sursis. Surtout ceux dont la nomination ne date que du mois de janvier. Des députés qui ont loupé le coche lors du dernier remaniement s'imaginent aussi retenter leur chance. Même Gérald Darmanin est désormais cité parmi ceux qui « se battront » pour rester. En juin, il disait vouloir quitter Beauvau après la démission de Gabriel Attal. Entre-temps, le ministre de l'Intérieur a échoué à prendre la main sur un groupe de députés.

Les élus Horizons estiment qu'au moins un poste leur reviendra de droit. Un membre influent du groupe « Ensemble pour la République » (EPR) pense de son côté que le bloc central devra représenter « un peu moins de la moitié » de la future équipe. Un peu moins précise-t-il, « parce que, quand même, on a perdu ».

Dosage. Autre subtilité concernant les profils les plus marqués par le macronisme. Ceux-là devront laisser leur place pour donner « une impression d'alternance », dixit plusieurs élus. Ainsi de Bruno Le Maire, à Bercy depuis sept ans. Ou Stéphane Séjourné, qui préside Renaissance.

Tout est une question de dosage. Pour déguiser leur gourmandise, les macronistes affûtent leurs arguments. S'ils veulent prendre part au futur gouvernement, ce n'est pas pour servir des ambitions individuelles. Mais parce que « ce ne serait pas dans notre ADN que d'être les artisans du blocage », soutient une

> *Jouer un rôle central dans une fausse cohabitation, c'est « se retrouver comptable des décisions des autres », selon une marcheuse historique*

députée EPR. « En tant que modérés, on est quand même la synthèse des dingos », complète l'un de ses collègues.

La ligne que le Premier ministre portera sera d'ailleurs surveillée. Si l'idée de toucher à la réforme des retraites fait son chemin, elle est souvent agrémentée d'un « oui, mais » des plus contraignant. Quant au compromis, il devra se faire sur les dossiers que le camp présidentiel n'a pas encore ouverts. Halte au « détricotage ».

Attention, tout de même, à l'indigestion. Dans *Le Figaro*, Agnès Pannier-Runacher estime qu'il serait « très dangereux » de donner l'impression que le bloc central veut garder le pouvoir. « Les Français ont voté pour un changement de politique. Ça implique un changement de casting gouvernemental », insiste la ministre déléguée, membre de l'aile gauche de la macronie. « On laisse le gouvernement et on se contente de contrôler qu'ils ne font pas de conneries. Avoir du macroniste identifié dans l'équipe d'un nouveau Premier ministre, c'est le poison assuré pour lui », soutient l'un de ses collègues députés.



SIPA PRESS

Certains **ministres**, notamment ceux dont la nomination ne remonte qu'au mois de janvier, ne seraient pas opposés à l'idée de poursuivre leurs fonctions.

Inflexion. La vice-présidente du groupe EPR, Stéphanie Rist, souhaiterait que soit organisée une réunion de groupe dans la foulée de la nomination du Premier ministre. La discussion pourrait être l'occasion de débattre d'une participation ou non au futur gouvernement. « La décision doit se prendre collectivement. On est moins nombreux, notre unité est primordiale », défend la députée.

Certains pointent en plus les coups à prendre. Jouer un rôle central dans une fausse cohabitation, c'est « se retrouver comptable des décisions des autres », selon une marcheuse historique, qui considère que l'opposition permettrait une position bien plus confortable pour retrouver de l'oxygène d'ici à 2027. Surtout que le camp présidentiel pourrait trouver un entre-deux : ne pas voter de motion de censure, sans participation active.

C'est toutefois sous-estimer l'envie du camp présidentiel de rester au centre du jeu. Déjà le 18 juillet, les macronistes opéraient leur première inflexion. En quelques jours, ils étaient passés de la volonté de laisser le Perchoir à un parti d'opposition, à faire réélire à la présidence de l'Assemblée Yaël Braun-Pivet grâce à un accord avec la droite. L'opération avait été un succès, les deux camps se répartissant par la suite la quasi-totalité des fonctions, qu'importe que cela ne reflète en rien leur poids dans l'hémicycle. L'appétit vient en mangeant. Pas sûr pour autant que le futur Premier ministre ait les mêmes goûts.

@DinahCohen

Emmanuel Macron refuse de lâcher la rampe

Ce n'est pas parce qu'il n'a pas gagné qu'il a perdu. Ou du moins, tout perdu. Certes, le président de la République a reconnu la défaite de son camp près de trois semaines après le second tour des élections législatives. Mais le compte n'y est pas tout à fait. Dans l'entourage du président, on souligne qu'après tout, la majorité sortante est quand même arrivée en deuxième position, derrière le Nouveau Front populaire, devant le RN et très loin devant les Républicains.

« Au bout de sept ans de pouvoir, cela reste un résultat inespéré », fait-on valoir. Bien sûr, le recul de ses troupes est net. Mais de là à concéder la victoire totale de ses adversaires, il y a de la marge. Un interstice dans lequel Emmanuel Macron essaye de se glisser pour conserver les acquis de sa présidence et garder la main sur son domaine réservé. Il ne faudrait pas que le « parfum de cohabitation » soit trop entêtant.

Ballet. Dès lors que le chef de l'Etat ne cherche plus à créer une coalition majoritaire à l'Assemblée nationale, l'éventail d'options s'élargit puisqu'il s'agit désormais d'obtenir une majorité relative qui bénéficie de la bienveillance de la droite ou de la gauche. D'où le ballet de noms autour de Matignon. C'est à qui permettra de créer cette majorité relative - « large et stable » - qu'Emmanuel Macron appelle de ses vœux.

Avec Bernard Cazeneuve, le tandem Président-Premier ministre ressemblerait fort à celui d'une cohabitation. Par tempérament, par conviction, par nécessité politique, l'ancien Premier ministre a des exigences. Emmanuel Macron aussi. Il veut désigner les ministres des Affaires étrangères et des Armées. Mais il entend choisir aussi les occupants de l'Intérieur et de Bercy, deux postes stratégiques. C'est un des éléments qui coince dans les contacts informels avec Bernard Cazeneuve.

Sur le fond, les divergences ne sont pas moins fortes. L'ancien Premier ministre de François Hollande ne cesse de faire savoir qu'il est de gauche. Pour éviter la censure de son ex-parti, le PS, il ne peut qu'accentuer ce penchant. Emmanuel Macron accepterait-il une suspension de la réforme des retraites ? Pas à ce stade. « Le Président est prêt à un changement de la ligne », dit pourtant un proche. Mais pas trop. Après tout, l'ancien ministre du Budget Bernard Cazeneuve sait que la réforme des retraites fera économiser autour de 17 milliards d'euros par an à terme. La droite aussi, qui tente de revenir dans le jeu.

Samedi 31 août, Nicolas Sarkozy se mêle publiquement de la partie. « Je souhaite […] que ma famille politique œuvre à faire nommer un Premier ministre de droite plutôt que de céder à la facilité de laisser nommer une personnalité de gauche », lâche-t-il dans *Le Figaro*. Interrogé sur le choix éventuel de Xavier Bertrand ou de Valérie Pécresse, il répond : « Si Xavier Bertrand souhaite prendre sa part au redressement de la France et éviter la crise, c'est un bon choix. Il y a ces noms-là, il y en a d'autres. » Suffisant pour convaincre Laurent Wauquiez de renoncer à son exigence de ne pas voir nommer un Premier ministre venant de LR ? Emmanuel Macron a été prévenu de

> *« Le temps a eu des effets politiques, estime un proche du Président. Ce qui s'est passé la semaine dernière chez LR ou au PS le prouve. Mais l'attente a des limites »*

l'existence de l'interview et de son contenu. Comme il est aussi tenu au courant des soubresauts de l'université d'été du PS.

Attitude. Car à Blois, ça bouge aussi. Les socialistes se divisent sur l'attitude à adopter face à un Premier ministre de centre gauche. La censure d'un Bernard Cazeneuve n'est pas certaine. Emmanuel Macron peut garder espoir, la césure de l'ancien parti de gouvernement se rapproche. « Le temps a eu des effets politiques, estime le proche du Président cité plus haut. Ce qui s'est passé la semaine dernière chez LR ou au PS le prouve. Mais l'attente a des limites : la préparation du budget et le risque que le discours de LFI sur le déni de démocratie du Président ne finisse par rencontrer l'oreille des Français. »

Le temps presse mais Emmanuel Macron prend le sien. Le président de la République entame lundi une nouvelle série de consultations pour tenter de dégager le nom du Premier ministre idéal. Bernard Cazeneuve sera reçu à l'Elysée, de même que les anciens présidents François Hollande et Nicolas Sarkozy. D'autres personnalités doivent également l'être. Dans le même temps, plusieurs politiques ont fait des offres de service au chef de l'Etat, plus ou moins ouvertement. Ségolène Royal d'abord qui s'est déclarée « disponible » avec déjà une architecture gouvernementale en tête. « Xavier Bertrand aurait aujourd'hui sa place dans mon gouvernement. A la Justice, je maintiendrais Dupond-Moretti. A l'Intérieur, je pense à Laurent Nunez », a détaillé l'ancienne candidate à la présidentielle de 2007. Plus subtilement, le maire de Cannes, David Lisnard, a lui aussi glissé son nom dans le jeu. Et sans doute Emmanuel Macron en a-t-il d'autres en tête. Pour lui permettre de ne pas lâcher complètement la rampe.

François-Xavier Bourmaud et Corinne Lhaïk
@fxbourmaud
@clhaik

Comment la valse des prétendants empoisonne l'unité de la gauche

Qui d'autre qu'une ex-insoumise pour débusquer l'éléphant qui se cache au milieu de la maison socialiste ? Invitée sur le campus d'été du PS à Blois, vendredi 30 août, Clémentine Autain n'y est pas allée par quatre chemins : « L'idée que Bernard Cazeneuve, Karim Bouamrane ou d'autres, puissent accepter d'être Premier ministre […] pour assurer la continuité des politiques d'Emmanuel Macron, n'est pas acceptable. » Des huées s'élèvent aussitôt des rangs de jeunes militants PS biberonnés au discours unitaire. Eux n'ont d'yeux que pour Lucie Castets, qu'ils espèrent toujours envoyer à Matignon malgré le veto présidentiel. Sous le feu des projecteurs, Karim Bouamrane, le maire de Saint-Ouen, 51 ans, jure qu'il n'a jamais été question de trahir les siens. « Venir à une réunion du PS pour insulter trois grands militants et élus que sont François Hollande, Bernard Cazeneuve et Karim Bouamrane est une honte », s'indigne aussitôt le sénateur du Val-d'Oise, Rachid Temal.

Contactée par l'Opinion, Clémentine Autain se défend d'avoir fait preuve de « sectarisme » en s'adressant ainsi à Karim Bouamrane. « Ni insulte, ni manque d'élégance. Il y avait, selon l'élue de Seine-Saint-Denis, un manque de clarté dans des propos qui laissaient entendre qu'il pourrait accepter le poste de Premier ministre. J'ai simplement pointé le cap politique : rester unis et ne pas prêter le flanc aux tentations de débauchage et de fracturation. » Or, elle s'étonne de « ne pas avoir entendu de la bouche des pressentis qu'ils exigeaient la nomination de Lucie Castets ». Contrairement à François Hollande qui, lui, a clairement dénoncé la « faute institutionnelle » commise par Emmanuel Macron en refusant de nommer la candidate du NFP.

« Non-censurabilité ». Les ambitieux se trouvent ainsi prévenus : en l'absence d'un retour à la retraite à 62 ans, un tour de piste avec chauffeur et gyrophare rue de Varenne leur vaudra d'abord une censure, puis excommunication du cartel des gauches. En acceptant d'être nommé à la place de Lucie Castets, ils courent le risque de devenir « les supplétifs d'une macronie finissante », d'après la formule d'Olivier Faure. Pire, leur « non-censurabilité » tiendra au bon vouloir des députés RN. Il s'agit donc pour le Premier secrétaire du PS de tenir le mandat confié aux 193 députés de la coalition arrivée en tête aux législatives. « On ne peut pas, selon lui, chercher les voix du NFP en juillet et les bonnes grâces du Président en septembre. »

De ballons d'essai en tentatives ratées, les grands féodaux socialistes se déchirent sous l'œil amusé de Jean-Luc Mélenchon. « La nomination de Bernard Cazeneuve ferait des dégâts dans les rangs parlementaires PS et cela affaiblirait en effet mécaniquement notre coalition », fait mine de s'inquiéter le leader insoumis. Dans ces conditions, quid du vote de la confiance par les 66 députés PS ? Imagine-t-on un instant François Hollande censurer son ami et ex-Premier ministre ?



SIPA PRESS

Malgré le veto présidentiel, le profil de **Lucie Castets** pour Matignon est toujours soutenu par une part significative de la gauche.

« Si Bernard Cazeneuve devait être l'expression de la prolongation du macronisme, nous n'aurions aucune pudeur de gazelle à le censurer », assume le député d'Indre-et-Loire Laurent Baumel, un frondeur du quinquennat Hollande.

« Homme de devoir ». Le patron des sénateurs PS Patrick Kanner n'imagine pas, lui, que Bernard Cazeneuve puisse incarner « une continuité aménagée du macronisme ». Certes, il est un « homme de devoir », mais il est avant tout un « homme de gauche », soucieux de « reprendre le combat pour la justice sociale » sans rien céder aux provocations de LFI. La promesse d'une vraie cohabitation.

Reste à savoir les garanties que pourrait obtenir le fondateur de La Convention lors de son entrevue à l'Elysée, lundi matin. « Bernard Cazeneuve va soumettre une version crédible du programme NFP, épurée de toutes les dingueries antiéconomiques », croit savoir l'un de ses interlocuteurs réguliers. Et d'ajouter : « A présent, la question c'est : est-ce que Macron préfère une suspension de sa réforme des retraites jusqu'à la prochaine présidentielle ou son abrogation pure et simple au mois d'octobre ? » De fait, une proposition de loi portée par le RN dans le cadre de sa niche parlementaire, le 31 octobre, devrait s'atteler à défaire l'œuvre du second quinquennat Macron.

Antoine Oberdorff
@A_Oberdorff

Dans cet ex-bastion ouvrier cher au député qui a rompu avec les insoumis, le discours contre l'assistanat grignote son électorat au profit du parti de Marine Le Pen

A Flixecourt, le rescapé François Ruffin met en garde contre « la lame de fond RN »

Vague

Le député a fait sa rentrée politique, samedi, à Flixecourt, dans la Somme, appelant à **bâtir des « ponts » et fustigeant la stratégie de Jean-Luc Mélenchon**. L'équipe de Nathalie Ribeiro-Billet, la candidate RN défaite, a profité de l'occasion pour faire une campagne de collage.

Nina Jackowski (envoyée spéciale dans la Somme)

Samedi, jour de marché. Des légumes bio, un producteur, il est dix heures. Benjamin est bien seul. Au fond du parking, à droite de la mairie, l'homme de gauche se présente depuis trois ans dans le bourg rural de Flixecourt, en Picardie, sans rêver de concurrencer ses voisins, Aldi et l'Intermarché. Depuis les législatives, il sourit moins, ne comprend plus rien. Le fief communiste a voté RN à 52% au premier tour, contre 34% pour François Ruffin - finalement élu de justesse dans la première circonscription de la Somme. L'ex-insoumis y avait recueilli 66% des suffrages en 2022, et même 74% en 2017.

Benjamin ne sourit plus du tout. « Les Flixecourtois sont rudes, contestataires. Baignés par le paternalisme, ils sont habitués à être assistés. A rester chez eux à toucher les "allocs" plutôt que de travailler. » Educateur pour enfants en difficulté pendant une décennie, de gauche depuis toujours, sa parole surprend. Le quinquagénaire aimerait aller écouter François Ruffin l'après-midi, lui qui a choisi ce bourg pour sa première rentrée politique en solo. Mais il ne peut pas : trop de travail.

« Tarzan ». L'ex-député insoumis a donné rendez-vous à deux pas, dans un autre monde. Une immense kermesse, des jeux et des merguez. Il est midi et déjà foule. Plus d'un millier de militants venus d'Amiens, d'Abbeville ou de Paris. De quoi oublier un instant la ville en briques rouges, ses 19% de pauvres et autant de chômage. L'après-midi, la pluie chasse l'amnésie. François Ruffin démarre son meeting, converti en mise en garde : « J'en vois qui se tapent sur le torse comme des Tarzan en disant : "On a renvoyé le RN à la niche". Sur quelle planète vivent-ils ? Nous, on sait que la lame de fond ne s'est pas arrêtée le 7 juillet. »

Sur scène, le réalisateur rembobine le film d'un siècle. Flixecourt, un bourg où « la division sociale se voyait ». Les ouvriers travaillaient en fixant le château des Saint Frères. S'asseyaient sur des chaises de paille à l'église, aux côtés des notables et de leurs sièges matelassés. Mais désormais, l'ennemi phare du député, le milliardaire Bernard Arnault, auquel l'élu a consacré le documentaire *Merci Patron !* demeure invisible aux yeux des 3 200 âmes de l'ex-vallée industrielle. « Si la cause du malheur n'est plus identifiée, les gens se retournent vers le bas. L'adversaire devient l'assisté, le réfugié, l'immigré », théorise-t-il.

En aparté, le maire communiste, Patrick Gaillard, confie une manière de voir différente. « A la mairie, nous aidons les habitants en cas d'accident de la vie, mais cette aide est ciblée, ponctuelle et contrôlée. Peut-être que l'Etat devrait faire pareil », s'interroge celui qui se dit hanté par le score du RN.

François Ruffin est lucide : il a trouvé une recette, mais elle ne nourrit plus. Lui qui rêve toujours de réconcilier « les bourgs et les tours » a vu les premiers l'abandonner. « L'exception Ruffin » a survécu grâce au front républicain. A ses tracts de campagne anti-Mélenchon. Au soutien placardé du centriste François Bayrou. « L'humiliation créée une colère sans nom », invoque son « compagnon d'espérance », le communiste Sébastien Jumel, emporté par la vague bleu marine.

Alors celui qui a rompu avec Jean-Luc Mélenchon s'indigne. Contre la gauche qui a trahi et consenti aux délocalisations. Contre celle qui délaisse aujourd'hui les terres rurales, dénonçant « un choix délibéré, théorisé ». Lui veut mettre le travail au centre de son projet, finalise un film sur le sujet. Hisse sur scène, au milieu des élus, Jeanine, Gilet jaune et son fils, Jérôme. Celui-ci dit au député « qu'il faut aider les gens, mais pas ceux qui ne travaillent pas ». Le fondateur de Picardie debout ! ne bouge pas. « La gauche ne doit pas, en symétrie [à l'extrême droite], construire d'autres murs. La gauche doit détruire les murs. Mettre des ponts et bâtir des traits d'union », défend-il à la tribune. Trop simpliste ?

A quelques encablures, Jean-Luc, Thomas et Denis durent au bar. Le premier vote Emmanuel Macron, le second Marine Le Pen, le troisième François Ruffin. Mais tous apprécient l'ex-insoumis, ce « gars du coin qui parle vrai ». « J'ai déjà joué au foot contre Ruffin, je l'ai laminé », se déride Thomas. « C'est le moins pire de la gauche, mais il est avec eux. Ils sont tous les mêmes. Marine finira peut-être comme eux, mais faut l'essayer pour voir », glisse celui qui a déchiré sa carte électorale à force de la voir perdre.

« Fantômas ». Le trio en a surtout assez des « assistés » qui mineraient leur ville. Jean-Luc est là depuis 1968, avec sa femme, aide à domicile. L'homme au béret beige philosophe : « Partout on trouve de la terre, des arbres et des hommes, mais les gens ne pensent qu'aux immigrés et au pognon, surtout celui de leur voisin. Ça donne le FN, le pain du peuple. » Les milliards de Bernard Arnault brandis par François Ruffin ? La bande ne trouve rien à y redire. Le sociologue Félicien Faury, qui a étudié les électeurs RN du sud-est, estime que les plus riches sont perçus comme intouchables, au contraire de « ceux du bas ».

Nathalie Ribeiro-Billet, la candidate RN défaite, vient s'asseoir face au comptoir de tickets à gratter. « On est chez nous », sourit-elle. Son équipe colle des affiches. Avec le néodéputé voisin Matthias Renault, elle disserte sur son score record. « Ici, comme dans le Pas-de-Calais, le vote RN devient un vote d'habitude, quasi un vote de classe », avance ce dernier.

Peu connue dans le coin, elle s'avoue sceptique : « J'ai du mal contre Ruffin. Je me retrouve face à Fantômas. » En amont, elle confiait son « plan d'attaque » pour la campagne : « J'ai voulu montrer que sa sympathie n'était qu'une façade et qu'il était avec Jean-Luc Mélenchon. » D'autres lui avaient conseillé d'assumer sa défense du peuple, contre celui qui ne serait qu'un « traître ». Le RN surfe sur toujours la même recette, simple et efficace : opposer les bourgs aux tours.

@Nina_Jacks

SIPA PRESS

L'ancien élu LFI - ici à Flixecourt samedi - veut mettre le travail au centre de son projet. Il finalise un film sur le sujet.

Au rythme où leurs dépenses augmentent cette année, le ministère des Finances table sur un trou de 10 milliards d'euros en 2024, contre 5,5 milliards l'année dernière

Bercy s'attend à un quasi-doublement du déficit des collectivités locales en 2024

Espoir déçu

En 2022, les collectivités locales étaient encore **en excédent de trois milliards d'euros.**

Marc Vignaud

L'EXÉCUTION DU BUDGET 2024 s'annonce très tendue. Comme l'a expliqué le ministre délégué au Budget Thomas Cazenave, jeudi soir, aux responsables des comptes du Parlement, les rentrées fiscales s'avèrent décevantes. Un constat lié à la composition de la croissance économique, davantage portée par le commerce extérieur que prévu. Les recettes de TVA sont donc moins dynamiques qu'attendu.

Mais Bercy s'inquiète tout particulièrement des comptes des collectivités locales. La situation mensuelle budgétaire qui constate l'évolution de leurs recettes et de leurs dépenses fait office d'« alerte rouge », souligne une bonne source au sein de la machine gouvernementale. Sur un an, de juillet 2023 à juillet 2024, leurs dépenses totales ont bondi de 8,7%.

Selon nos informations, Bercy craint un quasi-doublement du déficit enregistré par les collectivités à la fin de l'année, passant de 5,5 milliards d'euros en 2023, à « 10 milliards d'euros minimum ». Ce qui ferait augmenter le déficit public plutôt que de participer à sa réduction à 5,1% du PIB contre 5,5% l'an dernier. En 2022, les collectivités étaient encore en excédent de 3 milliards d'euros...

Irréaliste. En juillet, les dépenses de fonctionnement des collectivités ont gonflé, sur un an, de 7%, soit 7,5 milliards. Un chiffre qui n'est pourtant pas tiré par l'inflation. En juillet 2024, sur un an, la hausse des prix a atteint 2,3% sur un an. Elle est même tombée à 1,9% en août.

Le gouvernement avait pourtant décidé, dans sa loi pluriannuelle de finances publiques, que les dépenses de fonctionnement des collectivités devaient augmenter de 0,5 point de moins que l'inflation chaque année. On en est loin. Dans sa deuxième tranche d'économies supplémentaires de 10 milliards d'euros pour 2024, Bruno Le Maire espérait même diminuer ces dépenses de 2 milliards d'euros supplémentaires. Un objectif totalement irréaliste, au vu de la situation constatée.

Au sein des dépenses de fonctionnement, les dépenses de personnel grimpent de... 6%. Cela représente 2,5 milliards d'euros. Ce bond de la masse salariale ne s'explique pas entièrement par la hausse du point d'indice des fonctionnaires, lequel avait été revalorisé de 1,5% en juillet 2023. En 2024, le point d'indice n'a pas été augmenté. Les collectivités locales ont pu embaucher plus de fonctionnaires ou accorder leur propre hausse de rémunération catégorielle.

Leurs dépenses « d'achats et les charges externes », une catégorie qui comprend leurs factures énergétiques ou encore leurs marchés publics, progressent de 13,3%, ce qui représente 2,3 milliards d'euros. Les prix de l'énergie ont pourtant tendance à refluer.

Les régions, au contraire, se portent plutôt bien, portées par des recettes fiscales assez dynamiques. Ce sont elles qui augmentent le plus leurs investissements


SIPA PRESS

Thomas Cazenave, le ministre délégué au Budget, et **Bruno Le Maire**, le ministre de l'Economie et des Finances.

En face, leurs recettes de fonctionnement progressent de 5,3%, soit 6,3 milliards d'euros. Le produit des impôts augmente de 3,8%, ce qui reste pourtant relativement important. Les seuls impôts locaux, grimpent, en moyenne, de 5,4% et les concours de l'Etat de 6%. Malgré tout, leur épargne brute, la différence entre les recettes et les charges de fonctionnement des collectivités (les ressources disponibles pour investir) chute de 11% ou 10,6 milliards.

Les collectivités continuent d'investir à tour de bras. Hors charge d'emprunt, leurs dépenses d'investissement s'envolent de 14,9%. Quant à leurs charges financières, elles explosent de plus de 30%, mais cela ne représente que 300 millions d'euros.

Confiance. La situation reste très contrastée entre les différentes strates de collectivités. « Les départements vont très, très mal », reconnaît un conseiller gouvernemental. Quant à la situation des communes, elle se dégrade du fait de leurs dépenses dynamiques. Les régions, au contraire, se portent plutôt bien, portées par des recettes fiscales assez dynamiques. Ce sont elles qui augmentent le plus leurs investissements.

Reste que le nouveau Premier ministre va donc trouver sur son bureau une situation générale de finances publiques dégradée, avec un volet local particulièrement délicat. Quel qu'il soit, le nouveau locataire de Matignon sera sous pression pour remettre sur la table un mécanisme pour contraindre, ou au minimum inciter, les collectivités à participer à l'effort de redressement des comptes. Un sujet sensible s'il en est.

En baissant les dotations de l'Etat aux territoires, François Hollande avait utilisé la manière forte. A partir de 2017, Emmanuel Macron avait inauguré une méthode plus douce avec des contrats pour modérer la hausse de leurs dépenses. Cela n'a pas empêché les élus d'exprimer leur mécontentement face aux contraintes venues de Paris. En 2023, Elisabeth Borne a, alors, renoncé à toute contrainte. Un « pari de la confiance » qui ne semble pas très bien fonctionner...

@mvignaud

L'ancien ministre de l'Education nationale capitalise sur « la défense du projet républicain », un combat de longue date

Jean-Michel Blanquer, blessé du macronisme, bien vivant dans le débat public

Rentrée

Le Laboratoire de la République, cercle de réflexion créé par Jean-Michel Blanquer, s'est réuni du 29 au 31 août à Autun (Saône-et-Loire). Parmi les participants figuraient notamment Manuel Valls et l'ancien directeur de Charlie Hebdo, Philippe Val.

Marie-Amélie Lombard-Latune

QUE PÈSE JEAN-MICHEL BLANQUER en cette rentrée 2024 ? Un livre, des interventions dans les médias et, sur trois jours, 700 participants à l'université d'été du Laboratoire de la République qu'il a créé en 2021.

Le livre tout d'abord, titré *La Citadelle, Au cœur du gouvernement* (Albin Michel) lui permet de balancer quelques-unes de ses vérités sur son expérience gouvernementale qui se termina par, écrit-il, une « descente aux enfers ». Ses flèches, il les destine principalement à François Bayrou, Richard Ferrand et Alexis Kohler. Sa déception face à Emmanuel Macron, il la compare à celle de Pompidou congédié par de Gaulle en 1968. Lors de leur dernière entrevue, l'ex-ministre de l'Education ne se prive pas de dresser « l'anthropologie du macronisme » face à son fondateur. A quoi se résumera-t-elle ? A de « sémillants trentenaires, technocrates ou intrigants, les yeux rivés sur les sondages et les écrans pour piloter à vie sans vue, sans culture, sans valeurs ». Le sourire du chef de l'Etat se serait figé.

Deux ans ont passé. Voilà la dissolution. « Cela se voulait rusé et disruptif. C'était simplement irrationnel et immoral », juge celui qui débuta comme professeur de droit constitutionnel.

« Maccarthysme ». Jean-Michel Blanquer, version université d'été à Autun, est en baskets et chemise blanche. C'est le débat d'idées qui anime l'ancien ministre, « pas les règlements de comptes » assure celui qui glisse au passage son « excellente entente avec Bernard Cazeneuve ». L'ancien Premier ministre socialiste était attendu à Autun pour finalement décliner l'invitation juste avant l'événement selon les organisateurs.

Réunir plusieurs centaines de personnes pour trois jours de débats à Autun n'est pas rien. La défense des valeurs républicaines, la lutte contre l'islamo-gauchisme, la dénonciation de « la dérive antisémite de La France insoumise » rencontrent leur public. Des fervents de la ligne Blanquer, une quinzaine de députés ou ex-élus de la majorité présidentielle, des militants de la laïcité, des membres de la Licra, mais aussi un public lambda, remplissent les ateliers.

La politique, de nouvelles responsabilités dans un gouvernement ? « Je reste ouvert à tout », dit-il

Si pendant cinq ans rue de Grenelle, novice en politique pure, Jean-Michel Blanquer n'a pas créé de véritables réseaux - des professionnels de la politique jugeaient souvent son fonctionnement « trop solitaire », sa relation directe avec Emmanuel et Brigitte Macron lui valait quelques jalousies -, il fédère davantage avec le Laboratoire de la République.

Il élargit désormais son champ de manœuvre aussi. Avec le projet républicain comme matrice du cercle de réflexion, l'ancien directeur de l'Essec aborde des sujets tels que la démographie et s'inquiète que, dans le territoire d'Autun, le nombre d'enfants ait diminué de 40% en une quinzaine d'années. Il prône aussi un rééquilibrage des dépenses publiques en faveur du « régalien » et de l'investissement, y compris pour augmenter le salaire des enseignants. Ce qui lui a valu des batailles homériques avec Bercy.

Comment capitaliser sur ce socle commun qui se manifeste dans l'assistance par un rejet du mélenchonisme, de l'islamisme, et, plus globalement, du wokisme, défini à Autun comme « un maccarthysme contemporain » ? La politique, de nouvelles responsabilités dans un gouvernement ? « Je reste ouvert à tout », dit ces derniers temps Jean-Michel Blanquer. Ne cessant de défendre son bilan à l'Education nationale : des écoles moins longtemps fermées qu'ailleurs en Europe pendant la Covid, une réforme du bac qui a ouvert le champ des possibles pour les lycéens et pas fait chuter le niveau en maths comme ses détracteurs le répandent.

@malombard

Un nouveau fléau touche les troupeaux de vaches, de chèvres et de moutons dans treize départements

Il y a urgence face à la fièvre catarrhale ovine

Epizootie

Le ministre de l'Agriculture s'est rendu vendredi en Saône-et-Loire, où la fièvre catarrhale ovine frappe les troupeaux. On dénombre désormais 342 foyers. Marc Fesneau a annoncé **l'extension de la zone vaccinale volontaire et gratuite pour la fièvre catarrhale ovine de sérotype 3 – un nouveau variant encore mal connu**.

Emmanuelle Ducros

L'ÉTÉ CHAUD ET HUMIDE a profité aux moucherons culicoïdes, les vecteurs du virus de la fièvre catarrhale ovine. Leurs piqûres l'ont propagé au sein des troupeaux de vaches, de moutons, de chèvres, et chez les ongulés sauvages. La maladie frappe sous plusieurs formes : par des sérotypes connus (dont le 8), et un nouveau variant, le 3, venu des Pays-Bas et de Belgique. Selon un décompte livré par l'administration le 28 août, le nombre d'élevages infectés est passé, en une semaine, de 190 à 342, répartis dans treize départements. L'inquiétude est forte chez les éleveurs et les vétérinaires. On manque de bras pour porter les soins, et, parfois, d'anti-inflammatoires.

« La maladie de la langue bleue, comme on l'appelle aussi, provoque des atteintes pulmonaires, des œdèmes des naseaux, des décollements des onglons, des difficultés de locomotion qui empêchent les animaux de se nourrir et de s'abreuver, détaille Christophe Moulin, le président des Groupements de défense sanitaire, un réseau d'éleveurs dédié à la surveillance des maladies. Les lactations se tarissent. Dans 5% à 10% des cas, les animaux meurent, les avortements sont nombreux chez les femelles gestantes. »

« Visibilité ». Les bêtes peuvent être soignées, mais, les convalescences sont longues. « On n'a pas vraiment de visibilité sur les effets à long terme du sérotype 3, ajoute Christophe Moulin. D'autant que, dans le même temps, la maladie hémorragique épizootique continue à se répandre. On ne sait pas ce qui se passe si des animaux souffrent des deux affections. Et cela ralentit les diagnostics, car les symptômes se ressemblent. » A défaut de pouvoir endiguer la propagation par les insectes, dans les deux cas, la vaccination reste la seule mesure réellement efficace. C'est une course contre-la-montre. « Hélas, on sait que les foyers de fièvre catarrhale vont se multiplier sans doute jusqu'en novembre », regrette Christophe Moulin.

Marc Fesneau, le ministre de l'Agriculture, a annoncé renforcer les dispositifs de vaccination. Pour la fièvre catarrhale ovine, ils sont étendus à quatre nouvelles zones, dans un rayon de 150 kilomètres autour des foyers détectés. « La France est le seul pays agricole majeur à prendre en charge à 100% la vaccination et à avoir anticipé l'apparition de la maladie », explique-t-il. L'Etat va acheter 5,3 millions de doses de vaccin pour 14 millions d'euros, ce qui va s'ajouter aux 6,4 millions déjà commandés en juillet. Pour la maladie hémorragique épizootique, deux millions de doses ont aussi été demandées pour un million de bovins. « Il faut maintenant que les effectifs soient là pour vacciner, explique Christophe Moulin. Il faut deux injections pour chaque maladie. C'est particulièrement compliqué pour les troupeaux de moutons, qui peuvent compter des centaines de têtes. »

Les deux maladies ont des effets économiques, causant des pertes de productions importantes. « Des travaux seront conduits avec le Fonds national agricole de mutualisation du risque sanitaire et environnemental pour poursuivre les indemnisations, explique le ministère. L'Etat a déjà indemnisé des agriculteurs victimes de la maladie hémorragique épizootique à hauteur de 60 millions et appuie un programme pour les mortalités dues à la fièvre catarrhale ovine (sérotype 8) à hauteur de six millions. » Une façon de limiter les dégâts, mais qui ne remplace pas l'investissement perdu en sélection génétique des troupeaux, qui est parfois le fruit d'années de travail.

@emma_ducros

Alors que les relations s'améliorent avec son voisin, le gouvernement indien, en quête de capitaux, se tourne à nouveau vers Pékin

New Delhi entrouvre sa porte aux investissements chinois

Petits pas

Les nouveaux manuels d'histoire de la Chine qui seront distribués aux élèves le mois prochain comprendront des informations sur **la guerre sino-indienne de 1962**. « Ils incluront la brève mais sanglante guerre frontalière de 1962 entre la Chine et l'Inde, qui s'est soldée par la défaite de l'Inde au bout de quatre semaines. » Un responsable du ministère chinois de l'Education nationale a déclaré que le nouveau contenu « permettrait aux élèves de comprendre profondément que la sécurité nationale est une priorité absolue et qu'il incombe à chacun de la préserver ».

Claude Leblanc

FIN JUILLET, V. Anantha Nageswaran, principal conseiller économique du gouvernement indien, a publié un rapport dans lequel il avait incité son gouvernement à rééquilibrer ses relations économiques avec la Chine, en rouvrant la porte aux investissements chinois dans le pays.

« Le choix des investissements directs comme stratégie semble plus avantageux que de s'appuyer sur le commerce. Alors que les Etats-Unis et l'Europe se détournent de la Chine pour leur approvisionnement immédiat, il est plus efficace que les entreprises chinoises investissent en Inde et exportent ensuite leurs produits vers ces marchés plutôt que d'importer de Chine, y ajouter une valeur minimale et les réexporter ensuite », ajoute le rapport. Il est inévitable que « l'Inde s'insère dans la chaîne d'approvisionnement de la Chine », poursuivait-il. « Que nous le fassions en nous appuyant uniquement sur les importations ou partiellement sur les investissements chinois, c'est un choix que le pays doit faire. »

L'exécutif, et notamment Narendra Modi, a besoin de mettre sur pied une base industrielle solide pour stabiliser à long terme ses objectifs de développement et pour créer les conditions favorables à la création d'emplois

Il semble que les autorités aient tranché puisque, selon le quotidien local *The Economic Times*, un groupe interministériel a approuvé pas moins de six propositions d'investissement dans le secteur de la fabrication de produits électroniques. Parmi elles, on trouve Luxshare, un des fournisseurs chinois d'Apple, ainsi qu'une coentreprise entre Bhagwati Products et Huaqin Technology en Inde. Ce n'est pas la réouverture en grand des portes, mais il s'agit d'un changement notable depuis la décision du gouvernement de Narendra Modi de les limiter au maximum après les incidents en juin 2020 le long de la ligne de contrôle effectif qui sert de frontière entre les deux voisins. Par ailleurs, la position indienne a aussi été influencée par l'attitude de ses alliés occidentaux, dont le discours s'est aussi durci vis-à-vis de Pékin en raison d'une prise de conscience de leur dépendance à son égard. Washington a pris les devants en commençant par délimiter les secteurs sensibles avant d'interdire la participation chinoise ou de l'autoriser après un examen très approfondi. New Delhi s'est inséré dans cette logique et a décidé de plus autoriser l'entrée de capitaux chinois. Depuis lors, l'Inde n'a approuvé qu'un quart des quelque 435 demandes d'investissements venant de Chine. Une goutte d'eau.

Approbations. Dans le même temps, le commerce entre l'Inde et la Chine s'est développé. Les importations en provenance de Chine ont dépassé les 100 milliards de dollars en 2023-2024, Pékin dépassant les Etats-Unis pour devenir le premier partenaire commercial de New Delhi après un écart de près de deux ans. En revanche, les Indiens n'ont exporté qu'un peu moins de 17 milliards de dollars de produits vers le marché chinois, favorisant l'accroissement du déséquilibre de leurs échanges commerciaux avec un déficit de 85 milliards de dollars en défaveur de l'Inde. D'où la position de V. Anantha Nageswaran en faveur d'un rééquilibrage qui passerait par les investissements et la délocalisation d'entreprises chinoises sur le territoire indien. Bien que Narendra Modi reste prudent dans sa politique chinoise, son gouvernement semble favorable à l'idée de revoir sa position sur la meilleure façon d'exploiter les capitaux chinois. Il répond également aux demandes d'autres entreprises étrangères comme Apple et le taïwanais Foxconn qui, tout en s'implantant en Inde, souhaitent avoir des liens avec leurs bases et leurs fournisseurs en Chine. Le fait que le chinois Luxshare figure parmi les récentes approbations d'investissements chinois par les autorités indiennes le confirme.

New Delhi regarde de nouveau vers la Chine en matière d'investissements parce que les investissements directs étrangers ont baissé de manière globale, passant de 42 milliards de dollars en 2022-2023 à 26,5 milliards de dollars en 2023-2024. Même si l'agence Moody's a relevé, vendredi, ses prévisions de croissance de l'économie indienne pour 2024 en les faisant passer à 7,2% contre 6,8% précédemment, le gouvernement indien a besoin de mettre sur pied une base industrielle solide pour stabiliser à long terme ses objectifs de développement et pour créer les conditions favorables à la création d'emplois. C'est d'autant plus important pour le Premier ministre Narendra Modi, dont l'assise politique est moins solide depuis les élections législatives du printemps qui l'ont privé d'une majorité absolue au Parlement. Il a clairement établi comme objectif de favoriser la stabilité sociale. Le taux de chômage a atteint 9,2% en juin 2024, son plus haut niveau depuis huit mois, contre 7% le mois précédent. Lors de la campagne électorale, la question de l'emploi figurait parmi les principaux sujets de préoccupation des électeurs.

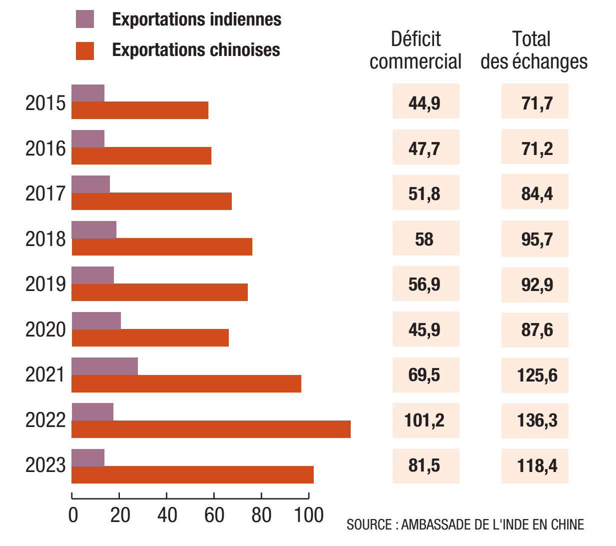
Remise à plat. Néanmoins, New Delhi reste prudent. Les recommandations de V. Anantha Nageswaran n'ont pas été prises au pied de la lettre par le gouvernement et ont suscité un débat au sein de la communauté économique indienne. L'une des craintes évoquées par certains industriels locaux porte sur une domination du marché indien par les produits chinois si les entreprises venues de Chine s'implantent plus facilement en Inde, créant une dépendance plus grande encore à l'égard de son voisin. Ils citent le cas de la téléphonie mobile avec les marques chinoises qui représentent aujourd'hui 76% du marché contre 2% en 2015. Dès lors, de nombreuses voix militent pour une remise à plat des relations économiques entre les deux pays en même temps que la normalisation de leurs rapports diplomatiques. Depuis plusieurs mois, New Delhi et Pékin tentent de régler leurs différends frontaliers. Moins d'un mois après leur dernière rencontre, l'Inde et la Chine se sont réunies, jeudi, pour « réduire » leurs divergences à ce sujet, New Delhi rapportant que la Chine avait accepté d'« intensifier » les contacts entre les deux parties afin d'accélérer la résolution des questions en suspens.

Après la visite réussie à Pékin de Jake Sullivan, conseiller à la Sécurité nationale de Joe Biden, celle de Giorgia Meloni fin juillet, où elle a manifesté son désir de « relancer » les relations bilatérales, les Occidentaux semblent prêts à rééquilibrer leurs rapports avec la Chine. New Delhi n'y est apparemment pas insensible.

@Japonline

Inde-Chine, une relation déséquilibrée

Evolution des échanges commerciaux sino-indiens (en milliards de dollars)



	Déficit commercial	Total des échanges
2015	44,9	71,7
2016	47,7	71,2
2017	51,8	84,4
2018	58	95,7
2019	56,9	92,9
2020	45,9	87,6
2021	69,5	125,6
2022	101,2	136,3
2023	81,5	118,4

SOURCE : AMBASSADE DE L'INDE EN CHINE

Think again La dictature du psychologique, du ressenti, du symbolique

La chronique de Eric Le Boucher

Dans la société d'aujourd'hui, les faits ne vont plus seuls, nus, bruts et parlant pour eux-mêmes. Ils sont accompagnés. Ils n'arrivent plus sans les cellules psychologiques immédiatement convoquées pour adoucir la naturelle violence de la vie. La météo, par exemple, ne vous dit plus que demain il fera 18 °C, elle ajoute un « ressenti » calculé mystérieusement à cause du vent, pour descendre sa prévision de 18 °C à 15 °C.

Météo France ne nous invite pas seulement à un simple « Mettez un pull ». Elle nous impose un nouvel état d'esprit. Les météorologistes multiplient maintenant les « alertes préventives » en nous annonçant tous les deux jours des orages ou des sécheresses. Ces cartes orange ou rouges distribuées hebdomadairement donnent évidemment l'impression première que les fonctionnaires en rajoutent pour se couvrir eux-mêmes d'une éventuelle accusation de « n'avoir pas prévenu » en cas de vraies tornades. Mais ces cartes participent surtout à la construction générale d'une France où il ferait désormais en permanence ou trop chaud ou trop froid ou trop humide. Météo France nous dit que le pays a dérivé, qu'il a quitté son antique zone géographique « tempérée » et qu'il est entré dans la radicalité climatique. Le 18 °C réel, devenu le « ressenti » à 15 °C, participe du discours politique de la peur.

L'économie de marché nous entraîne dans la même dérive où les faits sont surfaits. La Bourse s'est subitement effondrée au début du mois d'août, le Nikkei perdant 12% en une seule journée, le Dow Jones 2,7% et le Nasdaq 4,8%. L'indice CBOE de volatilité des valeurs boursières, dit aussi « l'indice de la peur », a bondi de 142%. Le sentiment des traders a basculé d'un coup pour se persuader d'un plongeon de l'économie américaine dans la récession. Le motif de ce soudain pessimisme était la publication par le ministère du Travail qu'en juillet, les Etats-Unis n'avaient créé « que » 114 000 emplois au lieu des 175 000 attendus par les prévisionnistes.

« L'économie ne tourne pas trop mal, l'emploi progresse, les ménages consomment. Pourtant, les Américains comme les Français ont l'impression que leur pouvoir d'achat est effondré, que les inégalités explosent et que le pays est "au bord de l'explosion" »

« Ping-pong narratif ». La différence, somme toute « modérée », n'aurait pas dû motiver un tel plongeon, mais l'état d'esprit des traders est au simplisme radical : il faut que l'économie soit ou trop chaude (et la Fed Reserve va maintenir ses taux élevés) ou trop froide (et la FED va abaisser ses taux). Chez les jeunes traders (majoritaires l'été dans les salles de marché) domine le sentiment de peur de se tromper et de louper le bon moment pour corriger ses placements. L'analyse économique, qui relève normalement de l'examen prudent de multiples facteurs, se cristallise sur un seul. Les économistes de marché, déplore Mohamed El-Erian, président du Queens' College de l'université de Cambridge, « font dire aux données plus que ce qu'elles disent », d'où « un ping-pong narratif » de bascule permanente de la surchauffe à la récession (sur le site Project Syndicate 30 août).

De même que le 15 °C « ressenti » des prévisionnistes météo nous dit en cachette la rupture climatique, les 114 000 emplois créés aux Etats-Unis nous diraient la rupture de la croissance américaine. Dans un régime de peur, le chiffre, le fait, est surinterprété.

C'est bien entendu la politique qui est aujourd'hui la plus soumise à la dictature du sentiment psychologique et symbolique. On observe, dramatiquement, le même décrochage, en France et aux Etats-Unis, entre la situation factuelle assez bonne des deux pays et le ressenti très négatif dans les opinions publiques. L'économie ne tourne pas trop mal, l'emploi progresse, la récession annoncée par beaucoup a été évitée, les ménages consomment grâce à des augmentations salariales. Pourtant, les Américains comme les Français ont l'impression que leur pouvoir d'achat est effondré, que la misère augmente, que les inégalités explosent, que les jeunes auront une vie moins bonne et que le pays est « au bord de l'explosion ». En France, l'Insee dit que sept Français sur dix sont satisfaits de leur situation mais qu'ils craignent pour les autres et pour le pays tout entier. On retrouve aux Etats-Unis cette même étrange opposition entre « la vie personnelle qui va bien » et « la vie nationale qui va mal », entre les faits et le ressenti.

« La raison principale de la domination du négatif tient à la victoire de la coalition des oppositions populistes, des réseaux sociaux et des médias. La bataille des idées a été perdue par les raisonnables. Les armes des faits, du réel, sont devenues inefficaces contre celles, habilement maniées, de l'émotion »

La raison, là-bas comme ici, tient à l'inflation qui a frappé durement les porte-monnaie et que les ménages de moins de cinquante ans n'avaient jamais connue. Comme toujours et partout, l'inflation a fait très mal aux pauvres. L'inflation a aujourd'hui reculé, certains prix baissent (l'alimentation et les cartables des écoliers en France), mais le souvenir de la hausse des prix ne s'efface pas, il marque encore le sentiment des ménages.

« Rupture ». La raison principale de la domination du négatif tient à la victoire de la coalition des oppositions populistes, des réseaux sociaux et des médias. La bataille des idées a été perdue par les raisonnables aux Etats-Unis comme en France. Les armes des faits, des chiffres, du raisonnement, du réel, sont devenues inefficaces contre celles, habilement maniées, du symbolique, du ressenti, de l'émotion. Dans le monde psychologique, un micro-trottoir écrase un rapport de 300 pages. La réforme des retraites restera comme une déroute essentielle : le débat a été sorti du champ des chiffres pour celui des émotions, les Français n'ont pas saisi l'évidence que, pour sauver le système, il faut cotiser plus longtemps, comme tous les autres pays l'ont fait.

Aux Etats-Unis, le partage entre raison et déraison est de 50-50, on verra le gagnant lors des élections de novembre. En France hélas, le score est terrible : les élections législatives ont montré que deux tiers des Français pensent que le pays va très mal et qu'il faut une « rupture ». Tant que cette proportion ne se corrige pas, tant que les Français croient aux chimères populistes, tant qu'ils n'en reviennent pas aux faits, tant que les discours de la peur et des pleurs seront plus forts que ceux des chiffres, tant que le symbolique pèsera plus que le véridique, le président Macron et son gouvernement, quel qu'il soit, seront impuissants. En France, beaucoup de choses doivent changer. Mais en France la météo est douce, en France l'économie s'est améliorée, en France deux tiers des gens vont bien. En France, le vrai mal est que les Français ne voient plus la réalité.

@EricLeBoucher

JEAN-FRANÇOIS PAGA

Retrouvez **toutes nos chroniques** sur lopinion.fr

Le président Emmanuel Macron s'est rendu, les 29 et 30 août, en visite officielle à Belgrade. Il y a signé un accord portant sur la livraison de douze avions de combat

Vente de Rafale à la Serbie : les dessous d'un contrat très géopolitique

Balkans

Lors de la visite officielle du président Macron à Belgrade, son homologue serbe, Aleksandar Vucic, s'est dit « reconnaissant » de « rejoindre le prestigieux club Rafale ». Douze chasseurs bombardiers français remplaceront la flotte de Mig russes de l'aviation serbe, et seront livrés d'ici à 2029. Par ailleurs, **les deux pays ont signé plusieurs accords bilatéraux, notamment sur le nucléaire ou les minerais stratégiques**. La Serbie, non-membre de l'Otan, est candidate à l'adhésion à l'Union européenne, mais maintient de bons rapports avec la Russie et la Chine.

Jean-Dominique Merchet

JOLI COUP commercial, mais pari politique risqué. La vente de Rafale à la Serbie, confirmée lors du déplacement d'Emmanuel Macron jeudi 29 août à Belgrade, pose de nombreuses questions, tant sur le plan militaire que diplomatique.

Avec ce contrat de douze avions de combat Rafale, Dassault Aviation enregistre un nouveau succès à l'export pour son appareil longtemps moqué comme invendable. La Serbie est le huitième pays étranger à lui faire confiance, après l'Egypte, le Qatar, les Emirats arabes unis, l'Inde, l'Indonésie, la Grèce et la Croatie. Si l'on compte les appareils fournis à la France, Dassault Aviation vient donc de dépasser le demi-millier de commandes, 507 exactement, dont plus de la moitié à l'exportation. Avec un carnet plein à craquer, Dassault doit accélérer la cadence de son usine de Mérignac (Gironde), pour atteindre jusqu'à trois avions par mois – contre 1,8 aujourd'hui – en sortie de chaîne. Entre la commande et la livraison, il faut trois ans.

Les Rafale devraient être fournis à la Serbie en 2028 et 2029. Il s'agit de neuf monoplaces et trois biplaces, dans une version (standard F-4.1) comparable aux plus modernes de l'armée de l'air française. Le contrat a posé de sérieuses questions de sécurité, à cause des liens étroits de la Serbie avec Moscou et Pékin. Contrairement à la plupart des pays balkaniques, la Serbie n'est pas membre de l'Otan. Comme l'Opinion l'évoquait dès 2022, de nombreuses voix à Paris s'opposaient à ce contrat, par crainte de voir les technologies françaises les plus avancées, notamment en matière de guerre électronique, livrées à la curiosité des Russes ou des Chinois... Les calculs diplomatiques de l'Elysée l'ont emporté.

« Clés ». Le contenu des accords de sécurité visant à protéger les systèmes français est couvert par le secret-défense. On sait qu'il existe des « clés » permettant de verrouiller les logiciels nécessaires pour faire fonctionner l'avion et d'en interdire l'accès sans le consentement de Paris. Ces questions ont été examinées par la CIEEMG (Commission interministérielle pour l'étude de l'exportation des matériels de guerre), qui a donné son feu vert. L'une des principales restrictions a été le refus de la France de fournir le missile air-air à très longue portée Meteor. Nec plus ultra du combat aérien, il peut engager des cibles jusqu'à 200 kilomètres. L'hebdomadaire spécialisé *Air et Cosmos* fait état d'un accord avec l'industriel israélien Elbit pour permettre au Rafale de délivrer les munitions d'origine russe dont la Serbie est dotée. Une affirmation fermement contestée côté français, où l'on assure qu'il n'y a aucune collaboration avec l'Etat hébreu dans ce domaine.

Les douze Rafale remplaceront les quatorze Mig-29 de fabrication russe, des appareils anciens mais récemment modernisés. « A quoi ces avions vont-ils servir ? Et comment la Serbie va-t-elle les payer ? », s'interrogent de nombreux experts, comme Jean-Arnault Dérens, auteur avec Arnaud Geslin, de *Les Balkans, carrefour sous influences, en 100 questions* (Tallandier) et animateur du site d'information le Courrier des Balkans. Le contrat Rafale s'élève à trois milliards d'euros (avec des radars Thales et des missiles sol-air Mistral). Une somme considérable pour ce pays de 6,5 millions d'habitants, au PIB comparable à ceux de l'Uruguay ou de la Lituanie...



SIPA PRESS

Emmanuel Macron et **Aleksandar Vucic** à Belgrade le 29 août.

Selon de bons connaisseurs des affaires serbes, le président Vucic ne s'attendait pas vraiment à ce que la France accepte de lui vendre ces avions. En avril 2022, il en avait fait la demande au président Macron sans illusions, pour ne pas perdre la face devant la Croatie – le voisin détesté –, qui avait acquis douze Rafale (d'occasion) l'année précédente. Aleksandar Vucic et Emmanuel Macron s'entendent très bien et le Français a topé ! Les deux présidents ont dû vaincre des réticences dans leurs pays respectifs. Le Serbe, qui n'est pas en meilleurs termes avec Vladimir Poutine, a affronté un fort courant pro-russe, qui s'oppose au rapprochement avec l'Occident, rappelant que l'Otan a bombardé le pays lors de la guerre du Kosovo en 1999. Emmanuel Macron a, lui, fait face à la méfiance de ce qu'il qualifiait un jour d'Etat profond... ainsi qu'à la concurrence américaine. Au printemps, Washington avait proposé des F-16 d'occasion à la Serbie.

« Grand jeu ». Si le Président est aussi attaché à ce contrat, c'est pour des raisons géopolitiques. En se dotant de Rafale, Belgrade lie sa défense, sur le long terme, à l'impératif d'une coopération militaire régulière avec la France. Il s'agit de garder la Serbie, candidate à l'Union européenne, de notre côté en l'empêchant de basculer plus encore vers Moscou. Neutre, le pays a une politique transactionnelle, dictée par son seul intérêt national. Il entretient ainsi d'excellents rapports avec la Russie (qui lui fournit son énergie), refusant d'appliquer les sanctions européennes, mais livre néanmoins des armes à l'Ukraine.

Vu de l'Elysée ou de Bruxelles, arrimer les Balkans occidentaux (dont la Serbie) à l'Europe est d'intérêt stratégique, même s'il faut pour cela ne pas regarder de trop près les dérives autoritaires ou mafieuses locales. Les Américains s'en soucient également. Le directeur de la CIA, William Burns, vient ainsi d'effectuer une tournée régionale importante en Bosnie, au Kosovo et en Serbie. Sur fond de tensions grandissantes avec Moscou et Pékin, le « grand jeu » de luttes d'influences dans les Balkans bat son plein.

@jdomerchet

Dans l'est de l'Allemagne, le parti d'extrême droite a aussi atteint 30 % des voix en Saxe mais est devancé par la CDU

L'AfD remporte une victoire historique en Thuringe

Poussée

L'AfD est arrivé en tête des régionales en Thuringe, un Land de l'est de l'Allemagne. **Il y a obtenu 31,2% des voix, loin devant les chrétiens-démocrates de la CDU**. L'ordre est inversé en Saxe. Dans les deux régions, les conservateurs peuvent former une coalition sans l'extrême droite.

Luc André (à Berlin)

POUR LA PREMIÈRE FOIS depuis 1945, un parti d'extrême droite a remporté une élection d'envergure en Allemagne. Ce dimanche, marquant le 85e anniversaire du début de la seconde guerre mondiale, l'AfD est sorti largement vainqueure du scrutin en Thuringe, un Land de l'est du pays, avec 31,2% des voix, selon les premières estimations. Dans la Saxe voisine, la formation anti-immigration a aussi franchi les 30% des voix, mais a été coiffée par les chrétiens-démocrates du ministre-président Michael Kretschmer (31,6%).

Les deux fédérations AfD font partie des plus radicales du parti et sont surveillées de près par le renseignement intérieur. Le chef de file de l'AfD en Thuringe, Björn Höcke, a été récemment condamné pour l'utilisation de slogans issus de la période nazie lors de réunions publiques. S'il a promis de « faire une offre » aux autres partis pour former une coalition, la proposition risque de rester vaine et ainsi la victoire stérile. Tous les autres partis ont exclu en amon, en Saxe comme en Thuringe, toute alliance avec l'AfD.

D'après les premières estimations, il n'y a qu'une seule coalition possible pour contourner l'extrême droite dans les deux régions : une alliance insolite regroupant les chrétiens-démocrates de la CDU, les sociaux-démocrates du SPD et le nouveau parti BSW. Cette formation est issue d'une scission avec le parti de gauche radicale die Linke, jusqu'ici à la tête de l'exécutif en Thuringe. Elle a été lancée par Sahra Wagenknecht, icône de cette famille politique depuis la Réunification. Pour cette nouvelle aventure politique, la dirigeante mise sur un discours très ferme sur l'immigration et une ligne prorusse, qui séduit dans les territoires de l'ex-RDA. Alors que la politique étrangère ne relève pas des Länder, Sahra Wagenknecht réclame des gages sur une baisse de l'aide à l'Ukraine ou sur la fin des sanctions économiques envers la Russie pour engager des négociations de coalition.

Nuisance. « Ce serait un premier pas », a indiqué la chef de file du BSW en Saxe, Sabine Zimmermann, tout en reconnaissant que son parti et la CDU ne sont sinon « pas très éloignés » sur les thèmes relevant des capitales régionales (éducation, santé, police). Michael Kretschmer fait déjà partie des conservateurs les plus réticents sur le soutien apporté à Kiev. Même si l'AfD ne devrait pas entrer dans un gouvernement régional, ses scores records en Thuringe et en Saxe pourrait lui conférer un pouvoir de nuisance. Si les dépouillements, en cours dimanche en début de soirée, confirment l'obtention d'un tiers des sièges, la formation détiendra une minorité de blocage. Elle pourra s'opposer, ou influer, sur la modification des constitutions locales ou la nomination des juges constitutionnels et judiciaires. Rien qu'en Thuringe plusieurs centaines interviendront lors de la prochaine législature.

Les résultats dans l'est de l'Allemagne représentent une nouvelle claque pour le chancelier Olaf Scholz. Les trois composantes de sa coalition (SPD, Verts, libéraux du FDP) obtiennent ensemble moins de 15% des voix. Ni écologistes, membre de l'exécutif régional avec le SPD, ni le FDP ne pourront se maintenir au parlement de Thuringe. En Saxe, les Verts sont trop faibles pour reconduire la coalition en place avec la CDU et le SPD. L'AfD réclame des nouvelles législatives au plus tard après le scrutin prévu dans trois semaines dans le Brandebourg, une autre région de l'est de l'Allemagne où elle devrait s'illustrer.

La relation entre Alger et Bamako ne cesse de se détériorer alors qu'ex-rebelles et armée maliens s'affrontent à la frontière

L'Algérie passe à la dissuasion militaire contre le Mali

Escalade

Nouvelle passe d'armes entre le Mali et l'Algérie dans les enceintes onusiennes. Alors que **le représentant algérien a dénoncé la présence des mercenaires de Wagner à sa frontière** et appelé à l'instauration de sanctions, son homologue malien l'a accusé vendredi, lors d'une réunion du Conseil de sécurité, de colporter de fausses informations.

Pascal Airault

APRÈS LA MENACE verbale, Alger s'est lancé dans la dissuasion opérationnelle à l'égard des autorités maliennes. Un chasseur Su-30 de l'armée de l'air algérienne a décollé le 27 août au matin de la base de Tamanrasset après avoir détecté une menace à la frontière du Mali. L'appareil a lancé des signaux d'avertissement à l'attention d'un drone turc TB2 qui survolait la zone, l'incitant à battre en retraite. L'armée malienne et son alliée nigérienne utilisent ce type d'engins pour frapper les groupes armés de l'extrême nord du Mali. Bamako n'a pas confirmé l'incident. « Avoir des Su-30 aux abords des frontières est une constante opérationnelle de veille sécuritaire, confie une source proche du renseignement algérien à l'Opinion. Un radar a sûrement détecté la présence de ce drone. Et un appareil a dû être envoyé pour sécuriser l'espace aérien. »

Le 26 août, Amar Bendjama, le représentant permanent de l'Algérie auprès des Nations unies, a appelé depuis Genève à « mettre un terme aux violations des armées privées utilisées par certains pays », visant les mercenaires de Wagner rétribués par Bamako. La veille, les Forces armées maliennes (Fama) et Wagner avaient, selon lui, bombardé la zone de Tinzaouatène, faisant une vingtaine de victimes. Bamako assure avoir ciblé des terroristes – les rebelles parlent de civils – en réponse à l'embuscade tendue dans la région fin juillet. Wagner et les troupes maliennes y avaient perdu des dizaines de soldats. Depuis la reprise des grandes bases militaires de l'extrême nord par le pouvoir, les ex-rebelles mènent des actions de guérilla contre les Fama. Or Alger a toujours veillé à ne pas subir de débordements sécuritaires venant de chez son voisin. Le président Tebboune a renforcé la présence de l'armée à la frontière commune, longue de 1300 kilomètres.

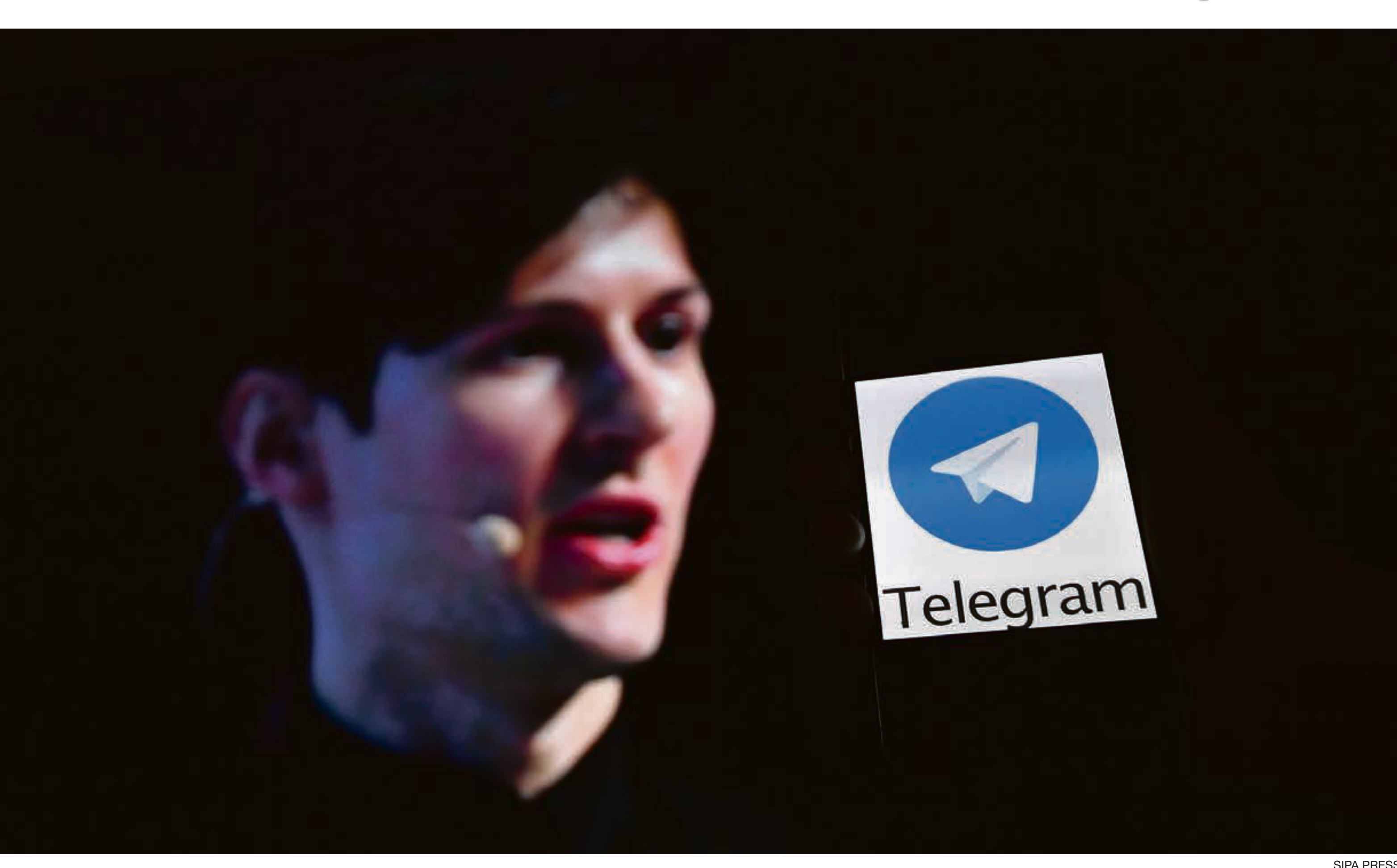
Médiation. Alger a toujours été hostile à une présence étrangère au nord Mali. Cela était déjà valable pour les forces françaises. Fin juin, Lounès Magramane, secrétaire général du ministère algérien des Affaires étrangères, s'en est ouvert à Mikhaïl Bogdanov, vice-ministre russe des Affaires étrangères, lors de la troisième session des consultations politiques algéro-russes à Moscou. Une information d'*Africa Intelligence* confirmée à l'Opinion. L'Algérie demande à son partenaire russe d'intercéder auprès de Bamako pour ne plus frapper à sa frontière. « Alger a dû monter deux camps pour faire face à l'afflux de dizaines de milliers de réfugiés, confie un diplomate russe. L'aide humanitaire lui revient cher. »

Les diplomates russes ont tenté une médiation. L'Algerie souhaite relancer l'accord de paix d'Alger, signé en 2015 sous son égide, et a reçu en décembre les différentes mouvances de l'ex-rébellion dans le but de ressusciter ce processus. Mais la junte malienne considère ces ex-rebelles comme des terroristes et ne veut plus en entendre parler. « Malgré notre médiation, le fossé a tendance à s'élargir ! » poursuit le diplomate russe. Les colonels au pouvoir à Bamako ne supportent plus les ingérences de leurs voisins dans leur pré carré politique et militaire. Et ils déplorent l'accueil à Alger de l'imam Mahmoud Dicko, un chef religieux devenu l'un de leurs plus fervents détracteurs. De son côté, le pouvoir algérien n'apprécie pas le rapprochement de la junte avec le Maroc et les Emirats arabes unis, deux compétiteurs stratégiques dans la région.

@P_Airault

THE WALL STREET JOURNAL. & l'Opinion

L'armée russe craint pour ses secrets après la garde à vue du fondateur de Telegram



SIPA PRESS

L'application de **Pavel Durov** est utilisée par les soldats russes pour la coordination sur le champ de bataille ukrainien.

Les autorités russes ont réagi avec une véhémence inhabituelle à l'arrestation du fondateur de Telegram, Pavel Durov, par les autorités françaises. Pour Moscou, Telegram est en effet bien plus qu'une simple application de réseaux sociaux.

Ses soldats et ses espions en sont devenus dépendants pour leurs communications sur le champ de bataille ukrainien, que ce soit en matière de guidage de l'artillerie, de coordination des mouvements de troupes ou de collecte de renseignements. « Beaucoup plaisantent en disant que l'arrestation de Pavel Durov équivaut tout simplement à celle du commandant en chef des transmissions des forces armées russes », souligne Alekseï Rogozin, conseiller du parlement russe et ancien dirigeant dans l'industrie militaire.

L'armée russe a rapidement constaté, après l'invasion de l'Ukraine en 2022, que ses unités avaient du mal à communiquer entre elles et que ses échanges radio non cryptés étaient facilement interceptés par leur adversaire. Les capacités de communication modernes étaient insuffisantes et elles le restent, compte tenu de la multiplication des effectifs des forces armées russes depuis lors. Les technologies héritées de l'époque soviétique se sont révélées inadaptées au nouveau type de guerre dans lequel les drones – et donc le transfert instantané d'images et de vidéos – jouent un rôle crucial.

Les armées russe et ukrainienne ont donc commencé à s'appuyer sur des plateformes commerciales. Alors que les Ukrainiens préfèrent utiliser des applications occidentales comme Signal ou Discord, les Russes ont choisi Telegram, l'entreprise étant basée aux Emirats arabes unis, un pays qui entretient de bonnes relations avec Moscou. Ils pensent que cette messagerie est plus hermétique pour les services de renseignement occidentaux.

« Aussi étonnant que cela puisse paraître, la transmission de renseignements militaires, le ciblage de l'artillerie, la diffusion d'images de drones et bien d'autres choses se font actuellement très fréquemment via Telegram », indique sur Telegram Alekseï Rogozin, dont le père est sénateur, ancien ambassadeur russe auprès de l'Otan et ancien responsable du programme spatial du pays. Les troupes russes accèdent à Telegram via les réseaux de téléphonie mobile ou des terminaux satellitaires Starlink. Au départ, seules les forces ukrainiennes l'utilisaient, mais les unités russes y ont recours de plus en plus fréquemment dans les parties occupées de l'Ukraine.

« L'arrestation de Durov, en soi, n'aurait pas forcément eu un tel écho en Russie en d'autres circonstances. Mais il est, de fait, le principal transmetteur dans cette guerre, où sa messagerie est une alternative au réseau militaire sécurisé »

« Telegram a beau ne pas être un système de communication officiellement approuvé par l'armée russe, ses fonctionnalités de chat privé et de messagerie instantanée sont néanmoins utilisées tactiquement par les soldats et certaines unités militaires pour la coordination sur le champ de bataille », résume Dmitri Alperovitch, président du Silverado Policy Accelerator, un groupe de réflexion de Washington.

Les volontaires russes qui fournissent des drones, des lunettes de vision nocturne, des véhicules et d'autres équipements aux unités militaires opèrent quasi exclusivement via Telegram. L'application est aussi une plateforme sociale très lucrative pour les propagandistes de guerre russes, qui y comptent des millions d'abonnés, et travaillent en étroite collaboration avec le ministère russe de la Défense.

« L'arrestation de Durov, en soi, n'aurait pas forcément eu un tel écho en Russie en d'autres circonstances. Mais il est, de fait, le principal transmetteur dans cette guerre, où sa messagerie est une alternative au réseau militaire sécurisé », a écrit sur Telegram Andrey Medvedev, correspondant de la télévision d'Etat russe et vice-président du conseil municipal de Moscou.

Un soldat russe à la tête d'une chaîne Telegram populaire appelée Callsign Osetin relaie l'inquiétude de nombre de ses camarades : « Si nos ennemis parviennent à pénétrer Telegram, nos affaires vont devenir merdiques, s'alarme-t-il. Beaucoup d'informations circulent à travers les chats, de manière chiffrée ou non. » Bien que Pavel Durov se soit vanté du niveau de chiffrement atteint par l'option « secret chat » de Telegram, celle-ci n'est pas un paramètre par défaut de l'application et sa mise en place est fastidieuse. Selon des analystes, la plupart des messages sur le réseau ne sont pas chiffrés de bout en bout.

Le gouvernement russe a réagi à l'arrestation de Pavel Durov en France avec beaucoup plus d'indignation et de véhémence que ce à quoi on aurait pu s'attendre lorsqu'on se penche sur les raisons pour lesquelles l'entrepreneur a quitté la Russie en 2014. A cette époque, Pavel Durov a, en effet, renoncé à sa participation dans VKontakte, la plateforme de réseaux sociaux qu'il avait créée. Il s'agissait pour lui d'éviter d'avoir à se plier à une exigence des services de renseignement russes. Ces derniers lui demandaient alors de fournir les coordonnées d'utilisateurs ukrainiens appartenant à des groupes participant à la révolution de Maïdan, le mouvement de lutte contre le président Viktor Ianoukovitch, soutenu par Moscou.

Après avoir quitté le pays, l'homme a acquis la nationalité française, ainsi que celles de Saint-Kitts-et-Nevis et des Emirats arabes unis. Ce qui n'a pas empêché plusieurs députés russes, à la nouvelle de son arrestation à l'aéroport du Bourget le week-end dernier, d'appeler publiquement à l'échanger contre des Occidentaux détenus par la Russie. Mercredi, les autorités judiciaires françaises ont mis Pavel Durov en examen pour différentes infractions, notamment son refus de coopérer dans le cadre d'enquêtes visant des activités illégales se déroulant sur Telegram. Il a été placé sous contrôle judiciaire et s'est vu interdire de quitter la France. Il risque jusqu'à dix ans de prison.

Les médias russes ont fait état d'instructions globales de la part d'organismes gouvernementaux pour supprimer les historiques de conversations sur Telegram, même si Dmitri Peskov, le porte-parole du Kremlin, a démenti qu'un tel ordre ait été donné. Alekseï Zhuravlev, chef adjoint de la commission de la défense du Parlement russe, a affirmé que l'armée du Kremlin serait facilement en mesure de remplacer Telegram. Cette déclaration a été accueillie avec scepticisme par certains des blogueurs militaires russes les plus en vue.

Le directeur du Service des renseignements extérieurs de la fédération de Russie (SVR), Sergueï Narychkin, a récemment indiqué qu'il attendait de Pavel Durov qu'il ne partage pas avec la France et d'autres gouvernements occidentaux des informations susceptibles de nuire à l'Etat russe. « Je compte beaucoup sur lui pour ne pas permettre cela », a insisté le chef des services secrets russes dans une interview accordée à l'agence de presse TASS. Selon un haut responsable occidental, les dommages causés à l'appareil de sécurité russe pourraient être considérables si le fondateur de Telegram décidait de coopérer, ce qui n'a rien de certain.

En dehors du champ de bataille ukrainien, Telegram s'est révélé crucial dans des opérations de sabotage menées par les services d'espionnage en Europe, ajoute un responsable des services de renseignement d'un autre pays occidental. « Si on en juge par le niveau d'inquiétude affiché par le gouvernement russe dans cette affaire, il semble qu'il soit réellement préoccupé », souligne ce responsable.

« Les Russes vont imaginer le pire et devenir paranoïaques concernant ce que les Français et les Américains pourraient lui demander. Une telle crainte semble montrer qu'ils considèrent cette affaire comme très dangereuse »

Selon Christo Grozev, un chercheur spécialisé dans le renseignement ouvert, il est toutefois peu probable que la France ou d'autres services de sécurité occidentaux fassent pression sur Pavel Durov pour qu'il leur remette les codes sources de Telegram. Christo Grozev a témoigné pour l'accusation lors du procès de Vadim Krasikov, un officier des services secrets russes qui a tué un militant tchétchène d'origine géorgienne à Berlin en 2019. Celui-ci a été renvoyé à Moscou dans le cadre d'un récent échange de prisonniers impliquant plusieurs pays.

« Les Russes vont imaginer le pire et devenir paranoïaques concernant ce que les Français et les Américains pourraient demander à Durov, poursuit Christo Grozev. Une telle crainte semble montrer qu'ils considèrent cette affaire comme très dangereuse. Reconnaître la chose aussi publiquement est un message adressé à Durov pour qu'il ne coopère avec personne. »

Pavel Durov s'est vanté de la supériorité du cryptage des messages Telegram sur celui de plateformes comme Signal et WhatsApp, qui sont toutes deux bloquées en Russie. En mai, il a republié un article accusant Signal d'être infiltré par les services de renseignement américains et affirmant que ses dirigeants avaient encouragé « les révolutions de couleur soutenues par les Etats-Unis à l'étranger » – un des sujets favoris du Kremlin quand il parle des manifestations populaires ayant chassé des dirigeants autoritaires de pays voisins et au Moyen-Orient (comme la révolution « rose » en Géorgie ou « orange » en Ukraine, NdT).

En avril, l'agence de renseignement militaire ukrainienne HUR s'est plainte que Telegram ait bloqué le bot qu'elle utilisait pour collecter des informations en Russie et dans les territoires occupés. Plusieurs comptes de robots ukrainiens destinés au recrutement ont également été bloqués, même si certains d'entre eux ont été remis en service par la suite. « Nous ne voulons pas que Telegram soit un instrument servant à la violence », avait alors posté Pavel Durov sur sa plateforme.

En 2018, Telegram a été bloqué en Russie lorsque son fondateur s'est plaint de ne pouvoir rendre visite à ses parents. Pavel Durov est ensuite revenu dans le pays en 2020, et les régulateurs russes ont levé les restrictions. L'année suivante, la banque publique russe VTB a aidé Telegram à lever un milliard de dollars en obligations, dont certaines ont été achetées par des investisseurs locaux.

« Nous savons que Durov a beaucoup agi et a fait beaucoup de sacrifices en 2013-2014 pour ne pas divulguer les données des activistes de Maïdan, reconnaît Andrei Soldatov, chercheur principal au Centre d'analyse des politiques européennes. Ce que nous ne savons pas, ce sont les conditions de son accord avec les autorités russes en 2020, grâce auquel l'interdiction de Telegram a été levée. » A l'époque, Pavel Durov avait indiqué que cette levée aurait un « impact positif » sur la sécurité nationale de la Russie. Il avait par ailleurs affirmé que Telegram avait développé des moyens de supprimer la « propagande extrémiste » sans sacrifier la vie privée des utilisateurs.

Yaroslav Trofimov

(Traduit à partir de la version originale en anglais par Yves Adaken)

Edited from the original

La fabrique de l'Opinion
L'invité du 8 Bellini

Jean-Jacques Brot
« Le 12 janvier, j'ai dit à Gabriel Attal, en tête à tête, que le dossier calédonien allait lui éclater au visage »

Les événements se précipitent en Nouvelle-Calédonie. Le 31 août, Christian Tein, considéré comme l'instigateur des violences déclenchées le 13 mai et détenu à la prison de Mulhouse-Lutterbach (Haut-Rhin), a été désigné président du FLNKS. Deux jours avant, l'indépendantiste Roch Wamytan perdait la présidence du Congrès de Nouvelle-Calédonie au profit de Veylma Falaeo, soutenue par les non-indépendantistes.

Que diriez-vous à un enfant de 10 ans du problème néo-calédonien ?

Je lui dirais qu'il existe, à 17 000 kilomètres de l'Hexagone, des Français comme lui, qui ne demandent qu'à vivre ensemble, mais sont en perdition sur un radeau à la dérive. Je lui dirais que notre devoir est de les aider à survivre et à prendre une décision commune.

Que diriez-vous au nouveau Premier ministre ?

Dans les confabulations qui se déroulent à l'Elysée [les rencontres du Président avec les partis politiques], des préoccupations, réelles, ont émergé, le pouvoir d'achat, la sécurité, l'immigration. Jamais, la tragédie calédonienne. Le nouveau Premier ministre va la trouver au sommet de ses priorités. Depuis le 13 mai, nous assistons, impuissants, à la dérive d'un territoire national. Plus de 260 000 compatriotes sont littéralement en train de survivre dans un champ de ruines, au milieu de haines. Cette tragédie a déjà causé onze morts directs, sans parler des morts indirects, décédés des suites de la privation de soins à cause de l'incendie des stocks de médicaments, de la destruction de cabinets médicaux privés et de centres de dialyse. Pour la première fois, des églises, un temple bouddhiste, mais aussi des loges maçonniques, ont été attaqués, preuve d'une rupture avec le respect traditionnel des lieux de paix et de prières dans l'archipel. Je suis en colère parce que cette tragédie est très peu évoquée dans le débat public alors qu'elle entraîne des conséquences humaines, économiques, stratégiques, diplomatiques, considérables.

Quels devraient être les premiers actes du nouveau Premier ministre ?

Le retour à l'ordre. Il est étonnant qu'il ne soit pas revenu malgré la présence de 30 unités de forces mobiles – et même 35 juste avant les JO –, malgré l'arrivée de matériels dernier cri comme les Centaures, et la présence de la Légion étrangère. Il faut probablement changer de doctrine du maintien de l'ordre. Simultanément, l'Etat doit prendre une initiative forte, sortir des schémas habituels. Le caractère exceptionnel de la situation justifierait le recours temporaire à une sorte d'administration directe par l'Etat. Le fonctionnement des institutions actuelles serait suspendu afin de s'assurer que les sommes prévues, les forces sur place et les premiers actes de reconstruction soient opérés sous la responsabilité exclusive et totale de l'Etat, après autorisation du Parlement.

Voulez-vous dire qu'il y a de la perte en ligne, voire de la corruption ?

Non, ce n'est pas cela. Je veux dire que la complexité du système de gouvernement actuel, avec le Congrès, le gouvernement, les trois provinces, les 33 communes, l'Etat, le Sénat coutumier, le Conseil économique et social, fait que je ne vois pas comment la reconstruction et la réconciliation pourraient s'engager sans une administration directe par l'Etat. Ce n'est pas à la mode, mais le législateur pourrait en décider de manière temporaire. Le droit est une école d'imagination pour régler de manière pragmatique des situations spéciales.

Qui doit être à la manœuvre, le Président ou le Premier ministre ?

Jusqu'en 2021, la coutume institutionnelle a été de laisser le chef du gouvernement gérer les questions néo-calédoniennes. Cela me paraît conforme à une lecture classique de la Constitution. Cette répartition des tâches permet au Président d'être un recours. L'urgence est que l'Etat se saisisse du sujet. C'est avant tout une question humanité et de fraternité. Si cette spirale dangereuse n'est pas cassée, elle pourrait faire école, s'étendre à d'autres territoires d'outre-mer, comme Mayotte.

L'inaction de l'Etat est-elle due à la durée de vie, exceptionnelle, du gouvernement démissionnaire ?

Le gouvernement n'est démissionnaire que depuis le 16 juillet, alors que les émeutes ont commencé le 13 mai. Avant cette date, nous sommes un certain nombre à avoir alerté Gabriel Attal, dès sa prise de fonction (le 9 janvier). Le 12 janvier, je l'ai reçu, en tant que préfet des Yvelines, à Andrésy, et je lui ai dit, en tête à tête, que le dossier calédonien allait lui éclater au visage. D'autres personnes ont pris des initiatives similaires, certaines ont rédigé des notes. Entre janvier et juillet, il se passe un certain temps. Ce délai pose la question générale de la place de l'outre-mer dans la préoccupation des gouvernants.

Les violences n'ont-elles pas créé l'irrémédiable ?

Rien n'est irrémédiable. Il est vrai que l'on est loin de l'accord de Nouméa (1998) qui parlait de « destin commun ». Pour recréer de la confiance, il faut rétablir la sécurité, l'accès aux soins, les libertés publiques. On ne peut pas réfléchir dans une situation aussi dégradée, les forces de réconciliation et de pardon, puissantes en Océanie, ne peuvent pas s'exprimer. Ensuite, on discutera du fond des affaires. C'est indispensable, car l'accord de Nouméa est arrivé à terme. Il faut que l'Etat, les indépendantistes et les non-indépendantistes se réunissent pour savoir que faire ensemble. La reconstruction, pas à pas, doit associer les 33 maires et les responsables des aires coutumières [subdivisions spéciales et parallèles aux subdivisions administratives], plus les responsables des cultes. L'opinion leur accorde plus de crédit qu'aux institutions politiques.



SIPA PRESS

Des policiers devant le commissariat central de Nouméa, lors de la visite d'Emmanuel Macron sur l'archipel, en mai dernier.

La réforme du corps électoral est-elle caduque ?

Sous sa forme actuelle, oui. En revanche, elle doit faire partie d'un accord global dont je ne vois pas ce qu'il sera pour l'instant. Une indépendance rapide et clivante avec la France ou un choix intermédiaire avec une coopération ou encore l'option d'une très grande autonomie ? Tout est sur la table. Ce qui me frappe est que l'archipel est de plus en plus à la dérive, en contradiction avec les politiques publiques affichées par le pouvoir.

A quoi pensez-vous ?

A l'économie, par exemple. Peut-on accepter que les trois usines de nickel ferment après que l'Etat a versé des millions d'euros dans cette industrie ? Au risque de passer pour un conservateur pompidolien, je souhaite qu'on pose cette question. Les contribuables français trouvent-ils normal qu'on se détache de la métallurgie du nickel sous prétexte que la mondialisation conduit les opérateurs et les multinationales françaises à exploiter ailleurs qu'en France parce que les coûts y sont moindres ? Cette absence d'initiative paraît en totale contradiction avec la posture diplomatique et stratégique française autour de l'axe indo-pacifique, théorisé par le Président lui-même.

DR

Calédologue

Jean-Jacques Brot, 68 ans, préfet des Yvelines (2018-2024), a notamment été conseiller diplomatique auprès du Secrétaire d'Etat chargé des Problèmes du Pacifique Sud en résidence à Papeete (1987-1988) et Haut-Commissaire de la République en Nouvelle-Calédonie de (2013-2014). Il est aujourd'hui retraité.

Vous faites partie des calédologues. Qui sont-ils ?

Ceux qui ont traité du dossier avec loyauté se sont pris de passion pour une terre de tragédie pleine d'espérance. J'assume ce paradoxe. Depuis la prise de possession par Napoléon III en 1853, toutes sortes d'expériences ont été tentées, des phalanstères, des innovations industrielles, ferroviaires, métallurgiques. Cette terre attachante, on a envie de la servir même après avoir quitté son poste. J'y ai fait mon service militaire en 1980, dans la marine nationale, j'y suis revenu plusieurs fois, à différents titres. J'ai eu la chance d'être nommé haut-commissaire par Jean-Marc Ayrault en 2013. Je partage cette passion avec d'autres calédologues comme Alain Christnacht, Jean-Jacques Urvoas, Dominique Perben ou Thierry Lataste.

La Nouvelle-Calédonie c'est la France ?

Oui, mais pas seulement. La Constitution dit que la Nouvelle-Calédonie est fédérée dans la France. Elle en a le drapeau, le passeport, les libertés publiques. Mais cela se conjugue avec la coutume des peuples premiers du Pacifique sud, avec l'apport des Eglises chrétiennes et des loges maçonniques depuis le début du XIXᵉ siècle, avec les valeurs de la République française. La Nouvelle-Calédonie a été, avec l'Algérie, la seule colonie de peuplement française.

Le conflit actuel peut-il se terminer comme pour l'Algérie en 1962 ?

Les situations ne sont pas tout à fait comparables. Il faut agir pour éviter la catastrophe finale à des personnes qui n'ont pas d'endroit où aller, s'identifient majoritairement à un mode de vie français, à la notion de solidarité française, et ressentent un fort attachement à la métropole.

Interview Corinne Lhaïk
@clhaik

Choix publics
Perversion présidentielle

La chronique de Erwan Le Noan



Bientôt trois mois après l'annonce de la dissolution, qui devait ouvrir « un temps de clarification indispensable », les responsables politiques peinent. Des noms ont circulé. Le Président a consulté. Les uns protestent, les autres menacent. Ici on tergiverse, là on procrastine. Les commentateurs s'impatientent. Parmi le reste des citoyens, la situation commence également à faire naître de l'agacement et de l'inquiétude.

De l'inquiétude car, si la torpeur de l'exécutif évite la multiplication de ses initiatives hasardeuses, elle ralentit également le fonctionnement de l'Etat. Or, dans un pays où celui-ci intervient massivement, d'une façon ou d'une autre, dans l'économie, qu'il soit figé faute d'arbitrage politique fait encore plus ressentir son poids : il n'est plus seulement un frein puissant, il devient un facteur de blocage insurmontable. L'économie va en souffrir – encore plus.

De l'agacement aussi, car le spectacle des négociations et discussions au plus haut niveau pour composer un gouvernement renvoie l'image de décideurs qui semblent parfois plus préoccupés par leur propre parti (voire, leur parti propre) que par leur pays. Quel paradoxe que ce théâtre où les partis de gouvernement s'acharnent à ne pas gouverner et où les révolutionnaires trépignent d'accéder au pouvoir au nom du respect des institutions (faisant fi au demeurant des réalités politiques d'un électorat qui a rarement été situé autant à droite). Aucun ne semble par ailleurs disposé à admettre que, compte tenu de la composition du Parlement (lequel inclut, il faut le rappeler, un Sénat dominé par la droite), il faudra réaliser des compromis pour déterminer et conduire la politique de la Nation (article 20 de la Constitution).

Pourrissement. Notre système politique est perverti par l'élection et la fonction présidentielles. Elles corrompent tout. L'une par des modalités qui favorisent l'antagonisme. L'autre en faisant fantasmer sur l'immensité d'un pouvoir sans limite. Les deux, se combinant, en faisant du Président une forme de monarque absolu.

Ensemble, elles encouragent LFI à susciter le chaos, dans l'espoir de renverser le chef de l'Etat. Elles poussent le RN à rester tapi et profiter du pourrissement de la situation, en espérant rafler le contrôle total des institutions à la prochaine élection. Elles incitent les responsables des autres partis à se tenir éloignés de l'exercice des fonctions gouvernementales, de peur de s'y abîmer. Elles les stimulent tous, cumulativement, à s'opposer aux Premiers ministres potentiels, par crainte que, par mégarde, l'un d'eux ne réussisse son mandat et s'en retrouve un concurrent crédible. Aucun n'a au demeurant d'intérêt à rechercher une ligne constructive au Parlement, car chacun considère, non sans raison, que ce n'est pas là que réside la réalité du pouvoir.

L'enjeu est pourtant grave : les réformateurs devraient réaliser que leurs adversaires ne sont pas dans leurs rangs mais parmi les populistes et qu'il leur incombe donc de contribuer à assurer « le fonctionnement régulier des pouvoirs publics ainsi que la continuité de l'Etat » (article 5 de la Constitution), en participant au gouvernement. C'est ce qu'on attend d'un Président.

@erwanlenoan

SANDRINE ROUDEIX

l'Opinion BEY MEDIAS PRESSE & INTERNET SASU - 8, rue Bellini, 75116 Paris - www.lopinion.fr - Actionnaire : Bey Médias SAS. **Président, directeur de la publication :** Nicolas Beytout. **Vice-président, rédacteur en chef :** Rémi Godeau. **Rédacteurs en chef adjoints :** Olivier Baccuzat, Emmanuel Ginisty, Fabrice Gliszczynski et Cécile Desjardins. **BEY MEDIAS PUBLICITÉS** - Tél : 01 40 69 46 96. **Directrice générale adjointe, commerce :** Cécile Colomb.
Publicité commerciale : Ronan Daligault, Jean-Sylvain Laborde, Pierre-Louis Orsini. **Publicité financière :** Nicolas Wattinne. **SERVICE ABONNEMENTS L'OPINION :** 45 avenue du Général Leclerc, 60643 Chantilly Cedex - Tél : 01 55 56 70 73 du lundi au vendredi de 9h à 18h - Email : abonnements@lopinion.fr. Formule d'abonnement pour 1 an - France métropolitaine : 319 €.
IMPRESSION : Paris Offset Print (La Courneuve). Dépôt légal mai 2013 - ISSN : 2266-9922 / CPPAP : 1128 C 91894.
Papier produit à partir de fibres issues de forêts certifiées gérées durablement. Origine du papier : Norvège. Taux de fibres recyclées : 0%. Eutrophisation : Ptot 0,022 kg / tonne de papier